

Avenant n° 9 du 26 novembre 2025
à l'avenant n° 8 *bis* du 2 avril 2024
relatif au régime de prévoyance du personnel non cadre

NOR : ASET2650040M

IDCC : 1586

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FICT,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

CFE-CGC Agro ;

FGA CFTD,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les parties signataires, par le présent avenant, conviennent d'augmenter le taux de cotisation du régime de prévoyance collective du personnel non cadre et de cibler cette augmentation sur la garantie incapacité (+ 0,02 %) afin de pérenniser l'équilibre du régime de prévoyance, à la suite de la baisse du plafond des IJSS depuis le 1^{er} avril 2025 (décret n° 2025-160 du 20 février 2025).

Afin de conserver l'équilibre de répartition à 50/50 du taux de cotisation entre employeur et salarié, les parties signataires conviennent également de modifier la part employeur et la part salarié sur la garantie décès et invalidité permanente et totale.

Article 1^{er} | *Objet de l'avenant de révision*

Le présent avenant a pour objet la révision de l'article 4.3 « Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} janvier 2024 ».

Les autres dispositions de l'avenant n° 7 portant révision de l'accord du 6 octobre 2006 et de ses six avenants signés par les partenaires sociaux le 24 janvier 2022 demeurent inchangées.

Le présent avenant annule et remplace l'avenant n° 8 *bis* du 2 avril 2024 relatif au régime de prévoyance du personnel non cadre.

Article 2 | Révision de l'article 4.3 « Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} janvier 2024 »

L'article 4.3 « Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} janvier 2024 » est modifié comme suit :

« Article 4.3 | Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} janvier 2026

À compter du 1^{er} janvier 2026, les cotisations calculées sur les salaires bruts, dans la limite des tranches A et B sont déterminées comme suit :

| Garantie | Taux de cotisation TA-TB | Part employeur | Part salarié |
|--|--------------------------|----------------|--------------|
| Décès et invalidité permanente et totale | 0,22 % | 0,17 % | 0,05 % |
| Rente éducation | 0,08 % | 0,04 % | 0,04 % |
| Incapacité de travail | 0,33 % | – | 0,33 % |
| Invalidité 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e catégorie | 0,41 % | 0,31 % | 0,10 % |
| Total | 1,04 % | 0,52 % | 0,52 % |

Article 3 | Modalités pour les entreprises de moins de cinquante salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires rappellent que cet avenant, qui maintient un régime de prévoyance mutualisé et collectif au profit des salariés des entreprises de la branche des industries charcutières, n'a pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

En effet, ce régime de prévoyance doit s'appliquer à toutes les entreprises de la branche des industries charcutières, quelle que soit leur taille.

Article 4 | Champ d'application et durée

Le champ d'application du présent avenant est la branche des industries charcutières.

Il est rattaché à la convention collective nationale des industries charcutières (IDCC 1586) et à la convention collective nationale de la boyauderie (IDCC 1543) dont les champs d'application ont été fusionnés par arrêté ministériel du 23 janvier 2019.

Cet avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5 | Clause de rendez-vous

Les parties signataires conviennent de se réunir tous les ans afin de faire le suivi de la mise en œuvre de l'avenant.

Article 6 | Date d'effet et modalités d'application

Le présent avenant entrera en application le 1^{er} janvier 2026 pour les entreprises adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire.

Il s'appliquera aux entreprises non adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire un jour franc suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, sans pour autant être applicable avant le 1^{er} janvier 2026.

Article 7 | Dépôt, extension et publicité

Conformément à la législation en vigueur, dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par les organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension, conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et L. 2261-24 du code du travail.

Le présent avenant fera également l'objet d'une publication sur la base de données nationale, dans une version ne comportant pas les noms et prénoms des négociateurs et des signataires.

Fait à Paris, le 26 novembre 2025.

(Suivent les signatures.)